

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Carrières-sous-Poissy

Lundi 20 juin 2016

Hollande et Valls veulent museler la contestation *Ils n'y parviendront pas !*

Incapables de faire taire la contestation contre la loi Travail, Hollande et Valls voudraient interdire les manifestations suite aux « violences » qui les ont accompagnées. Comme par hasard... L'Euro de football n'a-t-il pas donné lieu à des débordements autrement violents, comme ces affrontements à Marseille entre hooligans russes et anglais ? Hollande, Valls ou Cazeneuve ont-ils menacé d'interdire l'Euro de football ? Que non ! Quand le gouvernement refoule des Anglais, c'est parce qu'il s'agit d'un convoi humanitaire destiné aux migrants de Calais comme il a osé le faire samedi dernier, interdisant au convoi de quitter Douvres !

A Toulouse, alors que l'intersyndicale CGT-FO-FSU-Solidaires avait prévu une manifestation ce lundi 20 juin, la préfecture a demandé à l'intersyndicale de changer de date sous peine d'interdiction. Motif : Toulouse attend des supporters russes ce jour-là... Ce n'est pas l'Euro que le Préfet pointe du doigt mais les manifestations !

Les violences dans les manifs ? Parlons-en !

Bernard Cazeneuve a eu le culot d'accuser la CGT d'avoir « pris violemment à partie les forces de l'ordre »... Mais tous ceux qui ont participé aux manifestations contre la loi Travail depuis trois mois ont pu voir une police provoquant les incidents pour mieux pouvoir riposter avec gaz, matraques et interpellations.

Les grandes chaînes de télé, manifestement aux ordres, n'ont montré de la grande manifestation nationale du 14 juin à Paris que des nuages de gaz et, en boucle, les « dégradations » commises à l'hôpital Necker, laissant entendre que les vitres caillassées en rez-de-chaussée étaient celles des salles d'opération – ce qui est complètement faux.

C'est un tout autre tableau que montrent les images qui circulent sur Internet. Oui, un certain nombre de manifestants s'en sont pris aux devantures de banques, d'assurances, à des panneaux publicitaires. Quoi qu'on puisse en penser, il est clair qu'il s'agissait pour eux d'objectifs très ciblés, symboles de ces grands groupes que défendent le Medef et le gouvernement, même si ces bris de vitrines ne font guère peur aux capitalistes. Hôpitaux ou services publics n'étaient certainement pas visés !

Et puis, ce n'est pas comme s'il n'y avait jamais eu des policiers en civil agissant en agents provocateurs ! En 1995 et 2003, les services d'ordre syndicaux en avaient interpellé munis de leur carte

tricolore ! Dans des manifestations récentes, certaines photos mises en ligne (par exemple « reporterre.net ») sont sans ambiguïté !

En revanche, le 14 juin, à Paris, pour un manifestant « ordinaire », il était impossible de sortir du cortège, par exemple pour se mettre à l'abri des gaz policiers : des cordons de robocops bloquaient les rues adjacentes, « nassant » véritablement la manifestation. Et, aux quelques endroits où les manifestants étaient autorisés à partir, les flics leur faisaient enlever badges, autocollants et T-shirts à slogans.

De quel droit ? Pour qui Valls et Hollande se prennent-ils ? Poutine ? Erdogan ? Croient-ils que nous allons accepter de nous laisser bâillonner ?

Les raisons de la colère...

Malgré la véritable intoxic du gouvernement et des grands médias, rien n'y fait. Près des deux tiers de la population continuent à vouloir le retrait de la loi. Or le gouvernement s'arcoute et montre les dents. Parce qu'il a peur.

Peur que, s'il retire sa loi, le monde du travail se sente ragaillard, reprenne confiance et commence à mettre sur le tapis tout ce qui ne va pas. Et les motifs de colère ne manquent pas, qu'il s'agisse des salaires – on s'en sort de plus en plus mal –, des conditions de travail, de plus en plus contraignantes, avec un patronat toujours plus arrogant. En ce lundi 20 juin, les organisations syndicales ont maintenu l'appel à manifester contre la loi Travail jeudi prochain, le 23 juin. Nous verrons bien si elles oseront braver l'interdiction.

En attendant, l'attitude du gouvernement et ses menaces doivent aboutir à nous donner plus que jamais envie de nous battre et d'occuper les rues pour exiger le retrait de la loi Travail !

300 euros mensuels pour tous, un minimum

PSA annonce 0,45 % d'augmentation générale pour les 3 prochaines années. En y ajoutant les 0,3 % de prime d'ancienneté et les 0,25 % d'augmentation individuelle, elle arrive laborieusement à 1 % d'augmentation. Voilà qui ne risque pas de compenser les 0 % d'augmentation durant le NCS, les cacahuètes octroyés uniquement aux ouvrier cette année, et le vent pour les ETAM.

Alors que Tavares se goinfre d'une augmentation de 100 % son 1 % fait de bric et broc reste en travers de la gorge. Pour nos salaires imposons une véritable augmentation.

Le chantage permanent

À PSA Rennes, Tavares a officialisé aujourd'hui la production d'un SUV. Alors que les effectifs du site ont subi une terrible saignée en 15 ans (de 12 000 à 3 000 salariés), Tavares poursuit sur la lancée de ses prédécesseurs en faisant du chantage à la compétitivité entre sites de production.

Résultat : Avec l'appui du PS par la main du ministre Le Drian et la complicité de certains syndicats Tavares a imposé le gel des salaires pour 3 nouvelles années. Voilà à quoi il rêve pour le reste du groupe. Un bel exemple de ce que le patronat voudrait imposer boîte par boîte en dehors de toute convention collective comme le prévoit la loi travail.

Et Carlos, il prête son bureau ?

Dernière lubie de la direction : supprimer l'affectation des bureaux aux salariés. Une pratique qui a débuté à Vélizy. Et maintenant les salariés de La Garenne se sont vus « informés et suivront ». À quand le tour à Carrières ?

S'installer sur un bureau tout à fait impersonnel, muni d'un petit casier, voilà l'aboutissement du 5S. Bientôt ce sera des open-spaces sans salarié. Ça va en faire de l'espace !

Le 14 juin à PSA

C'était la neuvième journée de manifestation nationale contre la loi travail. À Valenciennes, plusieurs centaines de salariés ont débrayé et 200 d'entre eux ont manifesté dans l'usine. À Mulhouse, 600 ouvriers ont fait grève et l'équipe de nuit a défilé dans les ateliers jusqu'à 3 heures du matin. À Poissy, il y a eu 220 grévistes.

NCS2 + loi Travail, le cocktail continue à faire réagir !

Vol de nuit

À PSA Tremery, le 7 juin, une centaine de salariés de l'équipe de nuit ont débrayé pendant 4 heures pour dire non à « l'équipe de nuit à temps partiel » que prépare le NCS2. Et pour cause, ce n'est pas

autre chose qu'une baisse de rémunération de - 400 € par mois !

Deux jours plus tard, une centaine de collègues de PSA Rennes se mobilisaient à leur tour. Ils s'étaient déjà mobilisés en 2010 pour les mêmes raisons, forçant la direction de l'époque à abandonner ce régime d'équipe de nuit. De bon augure pour la suite : à Poissy, équipe C, à notre tour de nous y mettre !

Michelin met la pression, gare à l'explosion

À Michelin le saccage de l'emploi se poursuit. Avec comme à PSA l'aide de certains syndicats, le plan de « sauvegarde » de l'emploi (500 postes supprimés d'ici 2018) est presque achevé. À peine celui-ci terminé, la direction de Michelin en prévoit un autre qui devrait entraîner des économies sur le dos des salariés supérieures aux précédentes mais en 4 ans cette fois au lieu de 5 !

Non remplacement du tiers des départs en retraites, accords locaux usine par usine qui signifient à chaque fois mise en concurrence des salariés entre usines et dans l'usine.

Tous les patrons liés de près ou de loin au secteur automobile appliquent les mêmes méthodes, à nous de contre-attaquer à l'unisson !

Contre l'hépatite C : la bourse ou la vie !

L'hépatite C tue 3 000 personnes par an en France, mais c'est une mine d'or pour le laboratoire Gilead qui vend son médicament, le Sovaldi, 41 000 euros. C'est 280 fois son coût de production ! La ministre de la Santé, Marisol Touraine, promet un « accès universel aux traitements de l'hépatite C » et compte sur la concurrence pour faire baisser le prix. Elle pourrait recourir à la procédure dite « licence d'office » pour fabriquer un générique d'une centaine d'euros. Mais la ministre préfère respecter « la loi du marché » qui prive les malades de traitements peu coûteux et fait gagner un jackpot à ces puissants arnaqueurs.

« Travailler moins, est-ce vivre mieux ? »

Ce sujet du BAC de philo 2016 a dû inspirer nombre de lycéens qui dès le mois de mars entraient en lutte contre la loi travail.

En tout cas, le grand patronat et ses actuels sous-fifres au gouvernement ont une conception déjà toute faite de la question : nous faire travailler plus, sous-payés, corvéables à merci et pouvoir nous mettre à la porte plus facilement. Faire des profits sur notre dos, voilà à quoi se résume leur grand « idéal » philosophique et il se combat dans la rue, dans les manifestations et dans les grèves !